

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 21 janvier 2013

## Mali : les guerres à visées impérialistes n'ont jamais aidé les peuples !

En dix jours, on en est déjà à 2000 hommes que François Hollande et son gouvernement ont envoyés au Mali, avec un déploiement matériel aérien et au sol énorme, selon les militaires eux-mêmes.

Cette nouvelle aventure guerrière dite anti-terroriste, rappelle immanquablement les précédentes croisades des grandes puissances en Irak, en Afghanistan, voire l'aventure de Poutine en Tchétchénie. On sait quand elles commencent, mais on ne sait pas ni quand ni comment elles finissent.

### *Sauver le Mali de l'avance des islamistes ?*

**Mensonge.** Cette guerre comme bien d'autres menées par les grands de ce monde, sont d'abord menées en appui aux pillages économiques effectués par leurs trusts, en particulier dans cette région du Sahel qui pue le pétrole et le gaz de BP ou Total en Algérie, l'uranium d'Areva au Niger – pays limitrophes de ce nord Mali dont il s'agit de faire la reconquête. Tant pis si les populations déjà laissées dans un dénuement extrême, vont probablement le payer cher, dans le nord comme dans le sud Mali. Tant pis si davantage encore de jeunes seront livrés au désespoir... et aux terroristes recruteurs, dont le terreau est précisément la misère. Les tristes expériences de ces vingt dernières années ont montré que les croisades des dirigeants des grandes puissances contre le terrorisme ne nous en ont pas délivrés, au contraire !

Le Mali est un pays aujourd'hui ravagé. Mais la faute à qui ? Pillé déjà par de grands trusts, dont quelque 125 sociétés françaises et filiales, de BNP à Alcatel, en passant par Paribas, Vinci et Bolloré, intéressées entre autres par l'or et le coton. Mais déstabilisé aussi par les conséquences de la guerre en Libye engagée en 2011 par les grandes puissances, France en tête.

Le gouvernement provisoire malien, soutenu par la France, n'est qu'un paravent aux guéguerres entre cliques corrompues, l'armée de son côté utilisant surtout ses galons à racketter la population.

Mais devant pareille débâcle et devant les dures exactions commises contre la population au nord par les nouveaux maîtres djihadistes (obligation du port du voile pour les femmes, coups de fouet voire mutilations pour mauvaises mœurs, etc.), une bonne partie de la population du Mali et des travailleurs maliens ici même, dans l'immigration, ont pu se

réjouir de l'engagement de l'armée française. Mais le remède risque de se révéler rapidement pire que le mal.

### *La liste est longue, des craintes qu'on peut nourrir sur l'issue de cette aventure guerrière.*

**Une guerre sans morts ?** On nous ment manifestement. Comment ? Maison par maison ? Pour en extirper les combattants djihadistes ? Avec au sud la chasse aux Touaregs ou « peaux claires », qui a déjà commencé à Bamako où jusqu'à peu la cohabitation ne posait pas de problème ?

**Une guerre limitée et sans conséquences imprévisibles ?** La guerre s'est immédiatement propagée en Algérie ! C'est en représailles aux opérations militaires françaises qu'un groupe armé islamiste a envahi la base gazière d'In Amenas, avec la riposte des forces spéciales algériennes et les conséquences que l'on sait.

C'est évidemment la population malienne qui va payer le prix le plus lourd. Par les morts, les destructions et désorganisations, les exodes de masse ou exactions tribales qui ont déjà commencé.

### *Que faire alors ?*

L'émancipation des peuples, comme celle des travailleurs, ne peut être l'œuvre que des peuples eux-mêmes. C'est évidemment facile à dire, plus difficile à faire. Les travailleurs dans les métropoles des pays riches, les peuples dans les pays qu'elles saignent, auraient pourtant ensemble la force du nombre pour empêcher les pillards capitalistes et leurs cliques au pouvoir de nuire. Et de s'organiser contre des groupes terroristes qui se nourrissent de la misère et du désespoir, mais sont loin d'être des ennemis irréductibles de l'impérialisme. Il n'y a pas de solution hormis la mobilisation venue d'en bas.

**Vive la grève des travailleurs de PSA Aulnay !**

Mercredi 16 janvier, les travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ont entamé une grève reconductible. En mentant comme d'habitude, la direction de PSA minimise la grève et son impact, parlant de « perturbations ». Mais quoi qu'elle dise, depuis mercredi la production est totalement paralysée et la grève continue.

Depuis des mois, la direction les promène de réunion en réunion, de mensonge en mensonge, mais ne leur offre rien d'autre que la perspective du Pôle Emploi demain.

Quant aux prétendues promesses de reclassement, elles fondent comme neige. Exemple : PSA avait parlé de réindustrialisation du site, créant 1 500 emplois... et n'évoque plus aujourd'hui que de 540 postes, au Smic horaire, chez ID Logistics. Qu'en reste restera-t-il demain ?

Alors ça suffit. Les travailleurs se sont mis en grève. Avec les suppressions de postes annoncées par PSA dans tout le groupe, dans les centres techniques comme dans les usines. Nous avons tout intérêt à les soutenir.

**Aulnay, St Ouen, même combat !**

Vendredi dernier, les ouvriers d'Aulnay en grève sont venus rendre visite à leurs collègues de St Ouen pour les convaincre de la nécessité de lutter ensemble. Comme certains l'évoquait "Aujourd'hui c'est nous, mais demain ce sera peut-être votre tour."

Car pour mettre un coup d'arrêt aux fermetures d'usines et aux plans de suppression d'emplois, c'est la mobilisation qui est nécessaire.

**Poissy, la direction fait appel aux CRS**

Samedi matin, aux aurores, de nombreux cars de CRS étaient postés à l'entrée de l'usine de Poissy. On imagine que la direction, après la visite de la veille à St Ouen, a été prise d'une légère paranoïa (la nuit a dû être difficile pour elle...). Et ça continue cette semaine devant tous les sites PSA.

\*\*\*

Pour samedi dernier, à Poissy, la direction était d'autant plus dans ses petits souliers qu'elle avait décidé de faire faire une journée de travail supplémentaire, tant elle veut produire coûte que coûte les C3 et DS3. Et elle l'avait maintenu malgré les chutes de neige. Faire travailler les uns le samedi, dans n'importe quelle condition, pendant qu'on s'appête à licencier les autres, il y a de quoi nous révolter tous.

**Résultats 2012: l'art d'assaisonner les chiffres**

Sur toute l'année 2012, qui succède à une des meilleures années de vente pour le groupe PSA, les résultats commerciaux font apparaître une baisse des ventes de 584 000 véhicules.

Pour rappel, les pouvoirs publics ont interdit à PSA de vendre des véhicules en Iran. En 2011, celles-ci représentaient 458 000 véhicules. Sans cette

interdiction, les ventes mondiales de PSA n'auraient baissé que de 3,7 % par rapport à 2011. C'est-à-dire pas grand-chose.

La direction de PSA se flatte par ailleurs de ses succès : « le second semestre s'inscrit en progression par rapport à l'année précédente » et « Peugeot est leader du segment des citadines (B), grâce au succès du lancement de la nouvelle 208 ». Quant à la Citroën C3, produite à l'usine d'Aulnay que PSA veut fermer, c'est la voiture la plus vendue de la marque !

Alors pas de panique quand, à nous, elle parle de catastrophe : présenter les chiffres pour justifier l'injustifiable, c'est tout un art.

**PSA se prend un Porte dans le nez**

L'humoriste Didier Porte s'est vu offrir jusqu'à 400 000 € pour qu'il réalise un clip de publicité à La gloire de PSA, soit 20 000 € par heure de travail, a calculé l'artiste. Pour un groupe qui « brûle » paraît-il des dizaines de millions de « cash » par mois, qui se prépare à supprimer 11 000 postes, ce n'est pas mal !

« Pas question pour moi, par principe, de collaborer à cette odieuse entreprise de décervelage collectif que constitue la publicité », surtout pour des gens qui « vont supprimer 6000 emplois et fermer l'usine d'Aulnay-sous-Bois », a déclaré l'humoriste dans la presse. « Pour qui me prend-on, sapristi? ...Je ne suis pas l'ami Ricoré ! »

Et vlan ! Varin et les Peugeot ne s'y attendaient pas. La solidarité et le refus de se vendre sont des choses qu'un patron ne peut pas comprendre !

**Renault : un maître chanteur et licencieur**

Renault va supprimer au moins 7 500 emplois. Il affirme qu'il n'y aurait pas de fermetures de sites ni de licenciements secs, juste des départs à la retraite non remplacés, ou des départs « volontaires ». Cela n'en fera pas moins 7 500 chômeurs qui auraient pu trouver un emploi et resteront surf le pavé, et autant de travail en plus sur le dos des ouvriers de Renault.

Mais, pire, Renault met une condition à ce que ces 7 500 suppressions d'emploi se passent bien (comme il dit) : que les syndicats signent son « accords de compétitivité » qui comporte autant de reculs supplémentaire : suppressions de jours de RTT, allongement du temps de travail par réduction des pauses et mobilité forcée qui obligerait un ouvrier à faire jusqu'à 100 ou 150 kilomètres voire plus par jour, aller-retour.

Renault nous montre ce qui se cache derrière ces négociations sur la compétitivité, et l'accord national que le gouvernement, fort de la signature de la CFDT compte transformer en texte de loi.

Les salariés de Renault sont désormais dans le même bain que ceux de PSA. Avec ceux de PSA, d'Arcelor-Mittal, de Sanofi, Virgin et bien d'autres, ils pourraient devenir le fer de lance d'une riposte générale du monde du travail.